

la famille des nations, ce qu'elle tente sûrement de faire. En outre, ce pays est devenu un allié important, et une nouvelle génération le dirige. Je remarque aussi qu'il est très rare qu'on nous parle à Radio-Canada, brièvement ou en détail, des progrès énormes accomplis par l'Allemagne depuis la guerre, de sa prodigieuse croissance économique, de l'aide immense qu'elle a fournie aux pays sous-développés ou de son armée de 300,000 hommes qui, de concert avec celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Canada et d'autres pays de l'Ouest, veille à notre sécurité, tandis que la puissance militaire de la Russie augmente de façon soutenue, comme le déclarait dernièrement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Cherche-t-on à nous désunir de l'Allemagne de l'Ouest? Je remarque, non sans inquiétude, qu'il n'y a pas un seul journaliste canadien à temps plein, envoyé en Allemagne par Radio-Canada ou par un journal.

Enfin, monsieur le président, puis-je dire quelques mots au sujet du domaine économique? L'un des grands malheurs actuels au Canada, c'est la façon dont les questions économiques et financières sont traitées généralement aux programmes de Radio-Canada. Les préjugés de *Seven Days* contre le secteur des affaires sont bien connus et abondamment démontrés. Il y a un mois, Radio-Canada exhortait chaque jour les Canadiens à regarder une émission spéciale sur la pauvreté, que le réalisateur de *The Way It Is*, M. Ross McLean, allait présenter au pays, comme s'il s'agissait du mot final sur cet important sujet. Que nous a présenté M. McLean au cours de cette émission?

• (9.40 p.m.)

Il nous a donné l'impression d'une sinistre pauvreté, d'un bout à l'autre du Canada. Il a donné l'impression très nette que personne ne cherchait sérieusement à résoudre aucun problème, ou ne s'en souciait, que de toute façon on ne pouvait rien y faire dans notre genre de régime social. Il n'a soufflé mot des immenses progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté depuis 25 ans, grâce aux pensions de vieillesse, à l'assurance-maladie, à l'assurance frais médicaux—en voie d'accomplissement—aux vastes programmes de service social, aux efforts d'une importance primordiale déployés par les églises, aux nouveaux programmes gouvernementaux qui mettent l'accent sur l'économie «nouvelle», fondée sur l'utilisation efficace de politiques monétaires et fiscales ou aux programmes spéciaux visant à établir et à conserver le plein emploi. Il n'a pas tenu compte des nouveaux programmes importants du ministère de la Main-d'œuvre visant à former et à aider ceux qui ont besoin d'un emploi, et je pourrais en mentionner des dizaines d'autres.

[M. Stafford.]

Il faut remplacer sur notre réseau national de radiodiffusion les émissions nuisibles de ce genre par des émissions constructives propres à donner aux Canadiens l'espoir qu'il est possible de réaliser des progrès, et que ces progrès sont en voie de réalisation, des émissions qui nous montrent dans quelle mesure nous pouvons contribuer à résoudre les problèmes qui se posent. Ce nouveau projet de loi devrait indiquer clairement que la Société Radio-Canada a un rôle positif à jouer et qu'elle devrait éviter toute critique négative, à moins que telle critique ne soit nettement justifiée.

Dans l'ensemble, les Canadiens ne comprennent pas le rôle de la nouvelle philosophie économique de Keynes dans le monde occidental et qui ne saurait se décrire par les vieux clichés du socialisme et de la libre entreprise. Nous avons quelque chose de nouveau en marche qui attribue un rôle approprié tant au secteur privé qu'à l'État. Que Radio-Canada informe les Canadiens des réalités de nos efforts pour établir une société éclairée et moderne.

Membres du Parlement dans une société libre, nous devons veiller à ce que nos institutions d'information et d'éducation ne soient jamais détournées de leurs fins originelles. Étudions ce bill et voyons à ce que les Canadiens, hommes libres, aient libre accès à l'information universelle pour être en mesure de prendre des décisions honnêtes fondées sur des renseignements suffisants et authentiques et non pas sur des diatribes tissées de préjugés.

M. Cowan: Monsieur le président, j'ai épuisé mon temps de parole lorsque je parlais de la septième demande pour l'installation d'un système de télévision à antenne collective rejetée par le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, comme me l'apprenait le secrétaire d'État dans sa lettre instructive du 13 décembre. J'ai dit que l'alinéa en question était plein d'expressions ronflantes mais, malheureusement, il sous-entendait plus de faits que la lettre n'en contenait effectivement. Je ne doute aucunement que le renseignement fourni dans ce paragraphe de la lettre provenait du Bureau des gouverneurs ou du ministère des Transports, quant au rejet de la demande d'un système de télévision à antenne collective pour Wawa, en vue d'interrompre les émissions de la station de Sault-Ste-Marie.

Je signale au comité une lettre du ministre des Transports en date du 20 décembre concernant le rejet d'une demande d'un système de télévision à antenne collective pour Wawa. Dans sa demande datée du 24 juin 1966, la Northern Telephone Limited, exploitant, en vertu d'une licence, un système de télévision à antenne collective à Montreal River (Ont.)